

OPINION DISSIDENTE DE M. WEISS

Moi aussi, j'ai le très vif regret de ne pouvoir, dans l'affaire qui vient d'être soumise à la Cour, me ranger à l'avis de la majorité de mes collègues.

Et voici, brièvement résumées, les raisons qui me déterminent :

Le Traité de paix signé à Lausanne, le 24 juillet 1923, entre la Turquie et les Puissances alliées, a mis fin d'une manière complète et pour toujours au régime séculaire des Capitulations, qui, depuis François I^{er} et jusqu'à sa conclusion, avait gouverné les rapports juridiques et judiciaires de l'Empire ottoman avec la chrétienté.

Son article 28 est ainsi conçu :

« Les Hautes Parties contractantes déclarent accepter, chacune en ce qui la concerne, l'abolition complète des Capitulations en Turquie à tous les points de vue. »

La Turquie nouvelle se trouve dès lors libérée des servitudes gênantes qui, pendant si longtemps, lui avaient fait une place à part, une place amoindrie parmi les nations ; elle devient l'égale de celles-ci, n'ayant, comme ces dernières, d'autre souverain que le droit international. Et c'est précisément cette soumission au droit international que constate la Convention relative à l'établissement et à la compétence judiciaire, conclue à Lausanne le même jour que le Traité de paix.

La volonté de mettre d'accord la législation turque et le droit international qui, jusqu'à ce jour, a présidé aux rapports des États occidentaux, s'affirme tout d'abord dans le préambule de cette Convention : « Désireux de régler, *conformément au droit des gens moderne*, les conditions d'établissement en Turquie des ressortissants des autres Puissances signataires et les conditions d'établissement des ressortissants turcs sur les territoires de ces dernières, ainsi que certaines questions relatives à la compétence judiciaire, » etc.

Et cette affirmation liminaire reçoit toute sa valeur et sa portée pratique, notamment dans les articles 15 et 17 de la Convention, qui sont ainsi libellés :

DISSENTING OPINION BY M. WEISS.

[*Translation.*]

I also, to my very keen regret, am unable, in the case now before the Court, to share the opinion of the majority of my colleagues.

The reasons which induce me to adopt this conclusion are briefly as follows :

The Peace Treaty signed at Lausanne, on July 24th, 1923, between Turkey and the Allied Powers, terminated completely and once and for all the régime established centuries ago known as the Capitulations which from the days of Francis I and until the conclusion of this Treaty had governed the legal and judicial relations between the Ottoman Empire and Christendom.

Article 28 of the Treaty is as follows :

“Each of the High Contracting Parties hereby accepts, in so far as it is concerned, the complete abolition of the Capitulations in Turkey in every respect.”

The new Turkey therefore finds herself freed from the hampering servitudes which for so long had placed her in a situation apart, in an inferior position amongst the nations ; she now becomes their equal, having like them no other sovereign than international law. And it is precisely this subjection to international law which is laid down in the Convention respecting conditions of residence and business and jurisdiction, concluded at Lausanne on the same day as the Peace Treaty.

The intention of bringing Turkish law into harmony with the international law, which has hitherto governed intercourse between the Western States, is in the first place announced in the preamble of this Convention : “Being desirous of prescribing, *in accordance with modern international law*, the conditions under which nationals of the other contracting Powers may settle in Turkey and Turkish nationals may settle in the territory of those Powers, as well as certain questions relating to jurisdiction,” etc.

This preliminary declaration is given full effect and put into practical application by, amongst others, Articles 15 and 17 of the Convention, which run as follows :

Article 15. — « *En toutes matières*, sous réserve de l'article 16 [cet article vise les questions de statut personnel], les questions de compétence judiciaire seront, dans les rapports entre la Turquie et les autres Puissances contractantes, *réglées conformément aux principes du droit international.* »

Article 17. — « Le Gouvernement turc déclare que les étrangers en Turquie seront assurés, quant à leurs personnes et à leurs biens, devant les juridictions turques, d'une protection *conforme au droit des gens, ainsi qu'aux principes et méthodes généralement suivis dans les autres pays.* »

De ces deux dispositions de la Convention de Lausanne, la première seule, celle de l'article 15, présente un intérêt direct dans l'affaire jugée par la Cour. Il en résulte que, *en toutes matières*, c'est-à-dire aussi bien en matière répressive qu'en matière civile ou commerciale, les conflits de compétence judiciaire qui pourront s'élever entre la Turquie et les autres États signataires doivent être résolus en conformité des *principes du droit international*.

Ces principes — et il ne s'agit bien certainement ici que des principes du droit international général, ainsi que la Cour n'a pas manqué de le relever —, quels sont-ils dans l'espèce ? où sont-ils écrits ?

Le texte, sur lequel la sentence rendue contre le lieutenant Demons paraît bien s'être fondée, encore qu'aucune copie authentique de cette sentence n'ait été placée sous nos yeux, appartient à la législation interne de la République turque ; c'est l'article 6 du Code pénal, emprunté au Code de l'Italie ; il est ainsi rédigé :

« Quant un étranger commet contre un Turc en pays étranger un acte susceptible d'entraîner pour son auteur, d'après les dispositions du Code pénal turc, un emprisonnement de plus d'une année, cet étranger sera jugé par les tribunaux et conformément aux lois pénales turques, s'il est trouvé sur le territoire turc. En pareil cas, les poursuites ne peuvent avoir lieu que sur la plainte de la Partie lésée ou sur celle du ministre de la Justice. »

Mais cet article 6 ne se suffit pas à lui-même. Aux termes de l'article 15 de la Convention de Lausanne, il doit être complété et éclairé, dans les rapports entre Turcs et étrangers, par les *principes du droit international*.

Article 15.—“Subject to the provisions of Article 16 [which relates to questions of personal status], *all* questions of jurisdiction shall, as between Turkey and the other contracting Powers, *be decided in accordance with the principles of international law.*”

Article 17.—“The Turkish Government declares that the Turkish Courts will ensure to foreigners in Turkey, both as regards person and property, protection *in accordance with international law and the principles and methods generally adopted in other countries.*”

Of those two clauses of the Convention of Lausanne only the first—namely Article 15—is of direct interest for the case before the Court. It follows from it that *in all cases*, that is to say, in criminal cases as well as in cases of civil and commercial law, conflicts of jurisdiction which may arise between Turkey and the other signatory States are to be settled in accordance with the *principles of international law.*

These principles—and it is quite certain that, as the Court has not failed to bring out, in this connection, the principles of general international law and no others are meant—, which are they in the present case and where are they written ?

The clause on which the judgment given against Lieutenant Demons appears with certainty to have been based, although no authentic copy of this judgment has been placed before us, belongs to Turkish municipal law ; it is Article 6 of the Criminal Code which has been taken from the Italian Code and runs as follows :

[*Translation.*]

“Any foreigner who commits an offence abroad to the prejudice of a Turkish subject, for which offence Turkish law prescribes a penalty involving loss of freedom for a minimum period of not less than one year, shall be punished by the Turkish Courts and in accordance with the Turkish Penal Code provided that he is arrested in Turkey. In such cases, the prosecution will only be instituted at the request of the Minister of Justice or on the complaint of the injured Party.”

But this Article 6 is not, according to Article 15 of the Convention of Lausanne, self-contained ; it must, as regards relations between Turks and foreigners, be supplemented by, and read in the light of, the *principles of international law.*

Le droit international autorise-t-il l'application des lois turques et l'intervention de la justice turque dans la répression des actes délictueux ou criminels commis par un ressortissant étranger hors de Turquie, ainsi que l'admet l'article 6 précité ? Sans attribuer aux travaux préparatoires en pareille matière une valeur qui pourrait être contestée, il m'est bien permis de rappeler que telle avait été la prétention manifestée par les plénipotentiaires turcs, dès le début de la Conférence de Lausanne. L'amendement présenté par eux, à la demande d'Ismet Pacha, ne laisse aucun doute à cet égard : « En Turquie, — lisons-nous dans ce document, — les ressortissants des autres pays contractants seront, en matière pénale, justiciables de la juridiction turque pour tous les crimes, délits ou contraventions commis par eux *en Turquie*, ainsi que pour ceux qui, étant commis *sur le territoire d'un État tiers*, rentrent, en vertu des lois de la Turquie, sous la juridiction des tribunaux de cette dernière. . . »

Cette proposition, dont le texte, il n'est pas inutile de le remarquer en passant, laisse en dehors de ces prévisions littérales les infractions commises par un étranger en *haute mer*, et non *sur le territoire d'un État tiers*, souleva de la part du délégué britannique, sir Horace Rumbold, une vive résistance : il la déclara inacceptable ; et ses collègues français et italien joignirent leurs réserves aux siennes. Devant cette opposition, la Turquie n'insista pas, et l'article 15 de la Convention de Lausanne reçut sa forme définitive. Du silence gardé par cet article en ce qui concerne la compétence des tribunaux turcs pour connaître des crimes et délits commis par des étrangers à l'étranger, il résulte dès lors que cette compétence n'a pas été reconnue, en tant que règle du droit international.

Ne trouvant aucun appui dans le droit conventionnel, la Turquie a porté le débat sur un terrain beaucoup plus large ; elle a fait appel aux principes généraux du droit international ; elle a invoqué la *souveraineté des États*, qui est à la base de ce droit.

Tout État, a-t-elle dit, et l'État turc lui-même, depuis la disparition des servitudes qui ont si longtemps pesé sur sa vie internationale, est, par définition, *souverain* ; ce qui signifie qu'il peut tout ce qu'il veut, au regard des personnes et des choses, à moins qu'il n'en soit empêché par une disposition formelle d'un traité ou par une pratique constante dans les rapports internationaux. Ce pouvoir est donc illimité dans son essence, et il emporte pour la jeune République turque, si aucune prohibition ne met obstacle à son

Does international law authorize the application of Turkish law and the intervention of Turkish Courts for the repression of offences or crimes committed by a foreign subject outside Turkey, as is possible under the above-mentioned Article 6? Without attributing to the records of the preparatory work in such case a weight which might be disputed, I may well venture to recall that this was the claim put forward by the Turkish plenipotentiaries from the outset of the Conference of Lausanne. The amendment submitted by them at the request of Ismet Pasha leaves no room for doubt on this point: In Turkey—we read in this document—“the Turkish Courts will, in criminal matters, have jurisdiction over all charges arising in Turkey against nationals of the other contracting countries, out of crimes, offences or contraventions committed by them *in Turkey*, as well as over charges arising out of acts committed by them *in the territory of a third State*, and which, according to Turkish law, fall within the jurisdiction of those Courts. . . .”

This proposal the terms of which, it should be observed in passing, leave offences committed by a foreigner upon the *high seas* and not upon *the territory of a third State* outside the limits of the cases expressly provided for therein, induced the British Delegate, Sir Horace Rumbold, to make a strong protest: he declared that it could not be accepted; and his French and Italian colleagues added their reservations in this regard to his. In view of this opposition Turkey did not insist, and Article 15 was drafted in its final form. From the absence of any reference in this article to the jurisdiction of the Turkish Courts to take cognizance of crimes or offences committed by foreigners on foreign territory, it therefore follows that no such jurisdiction was recognized as being a rule of international law.

Being unable to find any support for her claim in treaty law, Turkey considerably enlarged the field of discussion; she had recourse to the general principles of international law; she pleaded the *sovereignty of States upon which this law is based*.

Every State, she claimed, and Turkey herself from the time of the annulment of the servitudes which have for so long been a burden upon her international life, is *ipso facto sovereign*; this implies that she can do as she thinks fit as regards persons or things unless a specific provision in a treaty or an established custom in international relations prevents her from so doing. This power is thus in its essence unlimited, and it implies as regards the young Turkish Republic, if no prohibition prevents its being exercised,

exercice, un droit de juridiction absolu sur la haute mer, aussi bien que sur ceux de ses nationaux qui se trouvent en pays étranger, à demeure ou en passant, et même sur les étrangers habitant à l'étranger, qui se seraient rendus coupables d'une infraction au détriment de la Turquie ou d'un de ses ressortissants.

Pour étayer cette affirmation et les conclusions qu'elle en a tirées spécialement dans l'affaire du *Lotus*, la Turquie a encore fait intervenir à grand renfort de citations d'auteurs et de décisions judiciaires empruntées à la doctrine et à la jurisprudence de divers pays, un certain nombre de considérations ou de systèmes qui, suivant elle, démontrent que les poursuites intentées à Stamboul contre l'officier français Demons et la condamnation qu'il y a encourue, non seulement ne se heurtaient à aucune prohibition du droit international, mais encore étaient tout à fait conformes à la pratique universellement suivie par les États. C'est ainsi qu'elle a prétendu faire reposer la compétence du tribunal turc, en cette affaire, sur le devoir de protection qui incomberait à tout État au regard de ses nationaux en territoire étranger, ou encore sur la localisation à bord du navire coulé des faits constituant le délit d'abordage, ou enfin sur les règles observées par diverses législations, par la loi française notamment, en matière d'infractions connexes.

Sans entrer, quant à présent, dans le détail de cette argumentation tripartite que la Cour s'est d'ailleurs bien gardée de prendre entièrement à son compte, qu'il me suffise de constater que le Gouvernement turc, s'il avait été bien sûr que le droit international est favorable à sa cause, n'aurait sans doute pas jugé nécessaire d'énoncer par surcroît des motifs et des théories plus ou moins contestables, qui ne pouvaient que diminuer la portée de la thèse soutenue en son nom, en en faisant apparaître les côtés faibles.

Le grand vice de cette thèse, c'est de chercher le droit international là où il n'est pas. Le droit international ne naît pas de l'accumulation des opinions et des systèmes ; il ne tire pas non plus sa source de l'addition d'arrêts de justice, même lorsqu'ils sont concordants. Ce ne sont là que des moyens d'en découvrir quelques aspects, d'en dégager quelques principes, et de donner à ces principes une formule satisfaisante.

A vrai dire, le droit international n'a d'autre source que le

an absolute right of jurisdiction over the high seas, as well as over such of her nationals as may be upon foreign territory as residents or as visitors, and even over foreigners living abroad who may have been guilty of an offence injurious to Turkey or to one of her subjects.

In support of this contention and of the inferences which she deduced therefrom especially in reference to the *Lotus* case, Turkey has also, with the aid of numerous quotations from authors and judicial decisions, taken from the theory and practice of many countries, brought forward a certain number of considerations or systems which, in her view, demonstrate that the proceedings instituted at Stamboul against the French officer Demons, and the sentence which was rendered against him, not only did not contravene any prohibition in international law, but were besides entirely in conformity with the practice universally followed by States. It was thus that she endeavoured to rest the jurisdiction of the Turkish Court in this case upon the duty of protection which was alleged to be incumbent upon every State as regards its nationals in foreign territory ; or upon the localization of the facts constituting the offence of causing the collision, on the ship that was sunk ; or finally upon the principles followed in the legislation of many countries and by French legislation in particular, relating to "connected" offences (*infractions connexes*).

Without entering at the present moment into the details of this threefold argument which the Court has, moreover, taken care not to endorse entirely, it will be sufficient for me to observe that the Turkish Government, had it been quite certain that its contention was supported by international law, would no doubt not have thought it necessary to bring forward in addition more or less disputable reasons and theories, which could only weaken the force of the contention pleaded in its name, by revealing its weak points.

The fundamental error of this contention is its endeavour to find sources of international law in places where they do not exist. International law is not created by an accumulation of opinions and systems ; neither is its source a sum total of judgments, even if they agree with each other. Those are only methods of discovering some of its aspects, of finding some of its principles, and of formulating these principles satisfactorily.

In reality the only source of international law is the *consensus*

consensus omnium. Lorsqu'il apparaît que toutes les nations dont se compose la communauté internationale sont d'accord pour accepter et pour appliquer dans leurs rapports mutuels une règle de conduite déterminée, cette règle passe dans le droit international et devient une de celles dont la Convention de Lausanne a recommandé l'observation aux États signataires.

Au premier rang de ces règles, il en est une qui s'impose et qui n'a même pas besoin d'être écrite dans un traité: c'est celle qui consacre la *souveraineté des États*. Si les États ne sont pas souverains, il n'y a pas de droit international possible, puisque l'objet de ce droit est précisément d'accorder et de concilier les diverses souverainetés sur lesquelles il exerce son empire.

La Turquie, elle aussi, je viens de le dire, admet la souveraineté des États, mais elle lui donne des applications démesurées, la transportant et la prolongeant dans un domaine qui n'est pas le sien.

En vertu de la souveraineté, telle que nous l'entendons, tout État est compétent pour juger et pour punir les auteurs des infractions qui ont été commises sur son territoire; il y a là en effet une question de sécurité, une question d'ordre public, dont il ne saurait se désintéresser sans manquer à son devoir social, et qui se pose à lui, quelle que soit la nationalité du délinquant.

Mais, en dehors du territoire, la frontière une fois passée, les droits de police et de juridiction de l'État expirent; sa souveraineté est en défaut, et les crimes et délits, même ceux dont il aurait à souffrir, échappent normalement à l'action répressive de ses tribunaux. *Extra territorium jus dicenti impune non paretur*.

Tel est le principe dont s'inspire la jurisprudence des États-Unis (v. l'affaire Cutting), et que le Traité de droit pénal international, signé à Montevideo le 23 janvier 1889 entre la République argentine, la Bolivie, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay, paraît avoir consacré de son côté. Beaucoup d'autres États admettent, également dans leur législation interne, la territorialité absolue et exclusive de la juridiction pénale: c'est encore le cas de l'Angleterre, et cela a aussi été pendant longtemps celui de la France: *Le droit de punir*, déclare la Cour de cassation, dans son arrêt du 10 janvier 1873 (Daloz, 1873, I. 41), *émane du droit de souveraineté, qui ne s'étend pas au delà des limites du territoire*.

omnium. Whenever it appears that all nations constituting the international community are in agreement as regards the acceptance or the application in their mutual relations of a specific rule of conduct, this rule becomes part of international law and becomes one of those rules the observance of which the Lausanne Convention recommends to the signatory States.

Among the foremost of these rules there is one which is paramount and which does not even require to be embodied in a treaty: that is the rule sanctioning the *sovereignty of States*. If States were not sovereign, no international law would be possible, since the purpose of this law precisely is to harmonize and reconcile the different sovereignties over which it exercises its sway.

Turkey also admits, as I have just stated, the principle of the sovereignty of States, but she applies it beyond its due limits making its action to be felt in a field which is outside its proper scope.

By virtue of sovereignty such as we understand it, every State has jurisdiction to sentence and punish the perpetrators of offences committed within its territory; indeed, this is a question of public security, and of public order, which a State cannot ignore without neglecting its duty as a State, and one which arises whatever the nationality of the delinquent may be.

But, outside the territory, the frontier having once been traversed, the right of States to exercise police duties and jurisdiction ceases to exist; their sovereignty does not operate, and crimes and offences, even in the case of those inflicting injury upon the States themselves, fall normally outside the sanctioning force of their courts. *Extra territorium jus dicenti impune non paretur*.

That is the principle upon which case-law in the United States is based (see Cutting case) and which appears to have been sanctioned by the Treaty of International Penal Law signed at Montevideo on January 23rd, 1889, between the Argentine Republic, Bolivia, Paraguay, Peru and Uruguay. Many other States in their international legislation also admit the principle of the exclusively and absolutely territorial character of criminal jurisdiction: that is the case in Great Britain, and it was also the case for a long time in France: *the right of inflicting punishment*, the *Cour de cassation* declares in its judgment of January 10th, 1873 (Daloz, 1873, i. 41), *is derived from the right of sovereignty, which does not extend beyond the territorial limits*.

Il est vrai que, depuis un certain nombre d'années, des règles nouvelles ont pénétré dans la législation répressive de divers pays. On admet volontiers aujourd'hui, par une extension remarquable de la compétence territoriale, qu'un citoyen peut être poursuivi devant les tribunaux de sa patrie, à raison d'une infraction commise à l'étranger, soit contre un de ses compatriotes, soit contre les institutions, la sécurité et le crédit de l'État auquel il ressortit. (Voir notamment les articles 5 et 7 du Code d'instruction criminelle français.) Mais cette extension, qui ne se limite même pas toujours aux nationaux, et qui n'a rien de commun à proprement parler avec la souveraineté de l'État en matière répressive, dont elle serait plutôt la négation, s'explique par des motifs spéciaux, tout à fait étrangers à l'affaire du *Lotus*, et, pour déployer tous ses effets, *pour devenir une règle du droit international*, elle aurait besoin, ainsi que le fait observer le département d'État aux États-Unis, dans son rapport sur l'affaire Cutting, « de l'assentiment général des nations ou d'une convention expresse » ; encore les raisons d'utilité sur lesquelles elle se fonde sont-elles en droit très contestables.

La juridiction pénale de l'État a donc pour assise et *pour limite* l'étendue du territoire sur lequel cet État exerce sa souveraineté. Voilà le principe, et c'est un principe du droit international qui est incontestable.

Mais que devient ce principe, lorsque l'infraction commise a eu pour théâtre, non pas la terre ferme, soumise à la souveraineté de l'État qui l'occupe, mais la haute mer, au delà de la zone des eaux territoriales, sur lesquelles s'exercent, de l'avis général, ses droits de police et de juridiction ?

Ici apparaît un autre principe, non moins certain, du droit international : c'est *le principe de la liberté de la haute mer*. La haute mer est libre et elle est *res nullius*, et, à part certaines exceptions ou restrictions imposées par le souci de la sécurité commune des États, elle échappe à toute autorité territoriale. Mais, comme il est impossible de laisser libre carrière à toutes les entreprises et à tous les attentats qui viendraient à s'y commettre contre la personne et contre la propriété de ceux qui naviguent, il a paru qu'il convenait de prolonger sur les navires de commerce en pleine mer la compétence des autorités de l'État dont ils portent le pavillon. Ces navires et leurs équipages ne relèvent que de *la loi du pavillon*, ce que l'on exprime souvent en disant, avec plus ou moins d'exacti-

It is true that of late years new rules have penetrated into the penal legislation of various countries. It is now, by a noteworthy extension of territorial jurisdiction, readily recognized that a person may be prosecuted before the courts of his own country for an offence committed abroad either against a compatriot or against the institutions, security or credit of the State of which he is a national. (See especially Articles 5 and 7 of the French Code of procedure for trial.) But this extension, which is not even always confined to nationals, and which has, properly speaking, nothing to do with the principle of the sovereignty of States in criminal matters, which it may rather be said to contradict, is explained by special considerations entirely irrelevant to the *Lotus* case, and this extension, to obtain its full force *and to become a rule of international law*, would require, as has been pointed out by the United States Department of State in its report on the Cutting case, "the general consent of the nations or a special convention"; moreover, the reasons of expediency on which it is based are themselves very debatable in law.

The criminal jurisdiction of a State therefore is based on *and limited by* the territorial area over which it exercises sovereignty. This is the principle, and it is an indisputable principle of international law.

But what happens to this principle when the offence committed takes place not on *terra firma*, which is subject to the sovereignty of the State occupying it, but on the high seas outside the zone of territorial waters over which it is generally held that a State exercises rights of police and jurisdiction?

Here we come face to face with another and equally definite principle of international law: *the principle of the freedom of the high seas*. The high seas are free and *res nullius*, and, apart from certain exceptions or restrictions imposed in the interest of the common safety of States, they are subject to no territorial authority. Since, however, it is impossible to allow free scope to all the enterprises and attacks which might be undertaken against the persons and property of those voyaging upon the seas, it has appeared expedient to extend to merchant vessels on the high seas the jurisdiction of the authorities of the State whose flag they fly. These vessels and their crews are answerable only to the *law of the flag*, a situation which is often described by saying, with more or less

tude, que lesdits navires sont une portion détachée et flottante du territoire national ; et ceci a pour conséquence d'exclure, aussi bien que sur ce territoire lui-même, sauf des cas exceptionnels, toute juridiction autre que celle du pavillon, en particulier celle du port étranger auquel un navire aborde après avoir commis un fait délictueux en pleine mer (Règlement de l'Institut de Droit international de La Haye, en 1908).

De ce principe, la jurisprudence internationale a fait d'assez fréquentes applications, notamment en cas d'abordage (voir le précédent du *Costa Rica Packet*, soumis à l'arbitrage de mon illustre confrère Frédéric de Martens) ; et il ne semble pas qu'il y ait aucune raison décisive pour lui soustraire le cas du *Boz-Kourt* et du *Lotus*. A supposer que la destruction du premier de ces navires soit le résultat d'une fausse manœuvre, d'une faute nautique, d'un fait délictueux accompli en pleine mer, et imputable à l'officier Demons, c'est la loi nationale, la loi du pavillon de ce dernier qui, seule, doit le frapper, puisqu'il n'y a pas, dans l'espèce, de loi territoriale et de souveraineté territoriale.

Le Gouvernement turc n'a pas contesté la compétence de la *loi du pavillon* pour la répression des délits commis en haute mer, spécialement en cas d'abordage entre deux navires de nationalité différente ; il n'a pas dénié aux autorités françaises le droit de juger et de condamner le lieutenant qui était de quart sur le *Lotus* au moment où la collision s'est produite, dans l'hypothèse où sa culpabilité leur paraîtrait certaine. Mais, selon lui, cette compétence n'est pas une compétence exclusive. Et il se prévaut de diverses circonstances qui se rencontraient dans l'espèce, ainsi que de diverses théories de droit international, pour revendiquer pour lui et pour ses tribunaux le droit d'en connaître concurremment, en vertu du droit général de souveraineté que la Turquie s'arroe, même en dehors de son territoire.

On a soutenu, du côté turc, — mais l'arrêt qui vient d'être lu n'est pas allé jusque là, — que la compétence réclamée par les autorités de Stamboul dans l'affaire du *Lotus* était justifiée par le *droit de protection* qui appartient à tout État au regard de ses nationaux, même en dehors de ses frontières. Il suffirait que le délit commis en pleine mer par un étranger ait fait des victimes parmi les nationaux de cet État, pour qu'il ait le pouvoir et le devoir de le réprimer. Et tel est précisément le cas du *Lotus*. Ce système, qui a trouvé

accuracy, that these vessels constitute a detached and floating portion of the national territory. The effect of this is to exclude, just as much as on the national territory itself, and apart from certain exceptional cases, the exercise of any jurisdiction other than that of the flag, and in particular that of a foreign port at which a vessel may touch after the commission of some offence on the high seas. (Rules drawn up at The Hague by the Institute of International Law in 1908.)

This principle has been fairly frequently applied in international cases, especially in collision cases (see the precedent of the *Costa Rica Packet* referred for arbitration to my illustrious colleague, Frederic de Martens); and it would not appear that there is any reason for not applying it in the case of the *Boz-Kourt* and *Lotus*. Assuming that the destruction of the former vessel was the result of a wrong manœuvre, of an error in navigation, of an offence committed on the high seas, for which Lieutenant Demons was responsible, it is the national law, the law of the flag under which he was sailing, which alone is applicable to him, since there is in this case no territorial law or territorial sovereignty.

The Turkish Government has not denied the jurisdiction of the *law of the flag* as regards the repression of offences committed on the high seas, especially in the case of collision between two vessels of different nationality; it has not denied that the French Courts have the right of convicting and sentencing Lieutenant Demons who was officer of the watch on board the *Lotus* at the time of the collision, should his guilt appear to them established. But the Turkish Government holds that this jurisdiction is not exclusive. And it alleges various circumstances arising in the particular case and various theories of international law, with a view to showing that Turkey and its courts possess concurrent rights of jurisdiction, in virtue of the general right of sovereignty which Turkey assumes even outside her own territory.

It has been argued by Turkey—but the judgment which has been read does not go as far as that—that the jurisdiction claimed by the courts of Stamboul in the *Lotus* case was justified by the *right of protection* possessed by every State in respect of its nationals even beyond its frontiers. Turkey contends that the fact that the offence committed on the high seas by a foreigner should have injured some of her nationals suffices to give her power and to make it her duty to punish the offence. And this is precisely what happened in the

faveur dans quelques législations positives, n'est pas en soi contraire au droit international ; mais il est en dehors du droit international, il est en marge du droit international ; il ne constitue pas par lui-même un principe du droit international susceptible de tenir en échec celui de la *liberté des mers* et de la *loi du pavillon*, qui en est le corollaire. Aucun des documents législatifs et judiciaires, qui ont été invoqués par la Turquie à l'appui du droit de protection des nationaux, ne démontre l'existence d'un tel principe ; et il est d'ailleurs contredit par les règles constamment suivies dans la pratique maritime pour la répression des crimes et délits commis en pleine mer, et spécialement pour le cas d'abordage ; qu'il me suffise de rappeler dans cet ordre d'idées la sentence arbitrale rendue par M. de Martens dans l'affaire du *Costa Rica Packet*, à laquelle j'ai déjà fait allusion.

D'autres titres de compétence, destinés à renforcer l'argument tiré de la souveraineté de la Turquie, avaient été mis en avant par les représentants de cet État. Ils ont imaginé de *localiser* le fait délictueux, dont la répression était demandée, sur le navire qui en a subi les conséquences dommageables, c'est-à-dire sur le navire abordé. C'est, ont-ils dit, le *Boz-Kourt* qui a péri dans la collision du 2 août 1926 ; et ce sont des passagers, des marins du *Boz-Kourt* qui y ont trouvé la mort. Le délit a donc produit ses effets sur le *Boz-Kourt*, c'est-à-dire, en vertu de la fiction généralement admise, en territoire turc. Dès lors la compétence des tribunaux turcs, compétence territoriale, devait s'exercer tout naturellement. L'erreur ici est manifeste, et elle a été mise en pleine lumière dans la célèbre décision rendue sur l'affaire du *Franconia* par la Cour anglaise des Cas réservés à la Couronne. Pour situer un délit dans l'espace, ce n'est pas au lieu où ce délit produit, souvent contre toute prévision raisonnable, ses effets nocifs quant aux personnes et quant aux choses qu'il faut regarder, mais uniquement au lieu où a été commis l'acte punissable, et où se trouvait l'agent responsable de cet acte à l'instant où il a été commis ; c'est là véritablement que le délit a été consommé.

Or, dans le cas de l'abordage du *Boz-Kourt* par le *Lotus*, les fautes de manœuvre que la Turquie a imputées pour sa part à l'officier de ce dernier navire, et qui ont peut-être entraîné la destruction du charbonnier turc, ainsi que la perte de plusieurs vies humaines, ne peuvent avoir eu lieu que là où le lieutenant Demons exerçait son

Lotus case. This system, which has found favour in the positive legislations of some countries, is not in itself contrary to international law, but it is outside the scope of international law: it does not in itself constitute a principle of international law capable of overcoming the principle of the *freedom of the seas* and that of the *law of the flag* which is the corollary of the former. None of the legislative or judicial evidence cited by Turkey in support of the right of protection of nationals, establishes the existence of such a principle, and it is moreover in contradiction with the rules consistently applied by courts in maritime cases for the repression of crimes and offences committed on the high seas and especially in collision cases. It will suffice for me to allude in this respect to the arbitral award given by M. de Martens in the case of the *Costa Rica Packet*, to which I have already referred.

Other titles to jurisdiction, intended to support the argument based on Turkish sovereignty, have been put forward by the representatives of that country. They endeavoured to *localize* the offence, which it was sought to punish, upon the vessel which sustained the injurious result, that is to say on the vessel run down. They argued that it was the *Boz-Kourt* which perished in the collision of August 2nd, 1926, and that it was the passengers and sailors of that vessel who met their deaths. The offence therefore produced its effects in the *Boz-Kourt*, i.e., according to the generally accepted legal fiction, on Turkish territory. Consequently, it was quite natural that the Turkish Courts, that is to say the territorial courts, should exercise jurisdiction. The error here is clear and it has been fully brought out in the famous decision given in the *Franconia* case by the British Court for Crown Cases Reserved. In fixing the place where an offence has occurred, it is not to the place where the offence, often contrary to any reasonable anticipation, produces its injurious effects upon persons or things, that attention must be directed, but solely to the place where the punishable act has been committed and where the person responsible for that act was at the time when it was committed; it is there that the offence has really taken place.

Now, in the case of the running down of the *Boz-Kourt* by the *Lotus*, the errors of navigation, with which Turkey has charged the officer of the latter vessel, and which may have led to the destruction of the Turkish collier and to the loss of several lives, could only have taken place at the spot where Lieutenant Demons exer-

autorité, c'est-à-dire sur le navire abordeur. Il n'avait jamais mis le pied sur le pont du *Boz-Kourt*; et rien ne prouve que c'est sur le navire et non au fond de la mer, où ils avaient été sans doute immédiatement projetés par la force de la collision, que marins et passagers avaient péri.

C'est donc sur le navire abordeur, et non sur le navire abordé, que le sinistre aurait dû être localisé, si l'on attribuait une importance quelconque à une telle localisation, au point de vue de la compétence; la loi et la juridiction du pavillon du lieutenant Demons se seraient alors appliquées tout naturellement. Mais il n'y a là qu'une considération secondaire, devant renforcer, dans l'affaire dont la Cour était saisie, la compétence de la *loi du pavillon*.

Ce qui impose, en haute mer, l'application de la *loi du pavillon* aux faits qui se passent à bord d'un navire de commerce, c'est que ce navire échappe à l'action directe de toute souveraineté territoriale, mais qu'en revanche, considéré comme un prolongement du territoire, il constitue un tout organisé, soumis à la discipline et à la surveillance de l'État dont il arbore le pavillon, et qui, dès lors, est plus qualifié et plus intéressé que tout autre pour y faire régner l'ordre.

Le Gouvernement turc avait encore cherché à rattacher les poursuites dirigées à Stamboul contre l'officier français, à une idée de *connexité*, faisant dépendre ces poursuites de celles intentées conformément à la loi turque à l'officier turc du *Boz-Kourt*; le lien étroit existant entre ces deux ordres de poursuites exercées à raison d'un même fait en divers pays n'exige-t-il pas en effet, dans l'intérêt de la bonne justice, que le même juge ait à en connaître? Il est facile de répondre, bien que la Cour n'ait pas cru devoir examiner cette question, que la connexité, emportant prorogation de compétence, n'agit que dans les rapports de deux ou plusieurs tribunaux du même ordre, siégeant dans les limites du même État, et que, de l'avis unanime, cette notion est complètement étrangère aux relations internationales, et cela à raison des modifications qui en résulteraient, soit pour la loi applicable aux infractions prétendues connexes, soit pour le régime des pénalités dont elles seraient susceptibles. La connexité est une règle d'aménagement intérieur pour les États qui l'ont inscrite dans leurs codes de procédure; elle ne dépasse pas les frontières.

cised his command, i.e. in the vessel responsible for the collision. He never set foot on board the *Boz-Kourt*, and there is nothing to show that it was on board the ship and not at the bottom of the sea, into which they were no doubt immediately thrown by the force of the impact, that the seamen and passengers perished.

It is therefore on the vessel responsible for the collision and not on the vessel run down that the disaster should have been localized, if any importance were attached to such localization from the point of view of jurisdiction ; the law and jurisdiction of the flag under which Lieutenant Demons sailed would then apply perfectly naturally. But that is only a secondary consideration, which, in the case before the Court, tends further to support the jurisdiction of the *law of the flag*.

What makes the application on the high seas of the *law of the flag* in respect of occurrences on board a merchant vessel essential, is the fact that such a vessel is not directly subject to any territorial sovereignty, but that on the other hand, regarding it as an extension of territory, it constitutes an organized entity, subject to the discipline and control of the State whose flag it flies, which State therefore is both more qualified and has more interest than any other to ensure the maintenance of order on board.

The Turkish Government had finally endeavoured to link up the proceedings taken against the French officer with a theory of "connexity" (*connexité*), making these proceedings dependent upon those taken in pursuance of Turkish law against the Turkish officer of the *Boz-Kourt* ; does not the close connection existing between these two sets of proceedings taken as a result of one and the same act in different countries, require indeed, in the interests of justice, that they should come before the same judge ? It is easy to reply, although the Court has not seen fit to consider this question, that "connexity" implying extension of jurisdiction only takes effect in relations between two or more courts of the same instance, sitting within the boundaries of the same State and that, according to an opinion unanimously held, this conception is completely foreign to international relations, by reason of the modifications which it would involve both as regards the law applicable to offences alleged to be "connected" (*connexes*) and the system of penalties which would be applicable to them. "Connexity" (*connexité*) is a rule of internal convenience applicable in those States which have included it in their codes of procedure ; it is ineffective outside their frontiers.

Il ne reste donc rien des divers chefs de compétence, qui avaient été allégués par la Turquie, pour expliquer les mesures de rigueur prises contre l'officier français Demons, à raison de la perte du *Boz-Kourt* et dont quelques-uns ont été retenus par la Cour.

Dégagés de toute controverse doctrinale et des jurisprudences contradictoires, dont les Parties ont l'une et l'autre invoqué l'autorité au cours de ce débat, deux principes de droit international demeurent debout :

1. C'est d'abord le *principe de la souveraineté des États* en matière répressive, non pas de cette souveraineté universelle, indéfinie, illimitée, dont la Turquie avait entendu se prévaloir, mais de la souveraineté qui a son fondement *et sa limite* dans le territoire sur lequel l'État exerce son autorité, c'est-à-dire la souveraineté territoriale.

2. C'est en second lieu le *principe de la liberté de la haute mer*, avec l'application de la *loi du pavillon* qui en forme le corollaire.

Le Gouvernement turc, en poursuivant le lieutenant français Demons à raison de faits qui s'étaient passés en dehors du territoire turc, sur un navire battant pavillon français, a méconnu ces deux principes essentiels du droit international ; il a donc contrevenu à l'article 15 de la Convention de Lausanne. Et ma conscience de jurisconsulte et de magistrat ne me permet pas de souscrire à l'approbation que la Cour vient de lui donner.

(Signé) ANDRÉ WEISS.

None of the various grounds advanced by Turkey in support of her claim to jurisdiction—some of which have been held to be well founded by the Court—therefore remain to authorize the penal measures taken against the French officer Demons, in consequence of the loss of the *Boz-Kourt*.

Two principles of international law clearly emerge from the controversial doctrine and contradictory judicial decisions which have been invoked as authority by both Parties in the course of the hearings :

1. First of all, there is the *principle of the sovereignty of States* in criminal matters, not a universal, undefined, unlimited sovereignty such as Turkey adduced, but a sovereignty founded upon *and limited* by the territory over which the State exercises its dominion, that is to say, territorial sovereignty.

2. Secondly, there is the principle of the *freedom of the high seas*, including the application of the *law of the flag* which is its corollary.

The Turkish Government, in proceeding against the French Lieutenant Demons upon the basis of acts which had taken place outside Turkish territory on a vessel flying the French flag has disregarded those two fundamental principles of international law ; it has consequently acted in contravention of Article 15 of the Lausanne Convention. And my conscience as a jurist and judge does not allow me to subscribe to the approval bestowed upon its action by the Court.
